

L'arme et la Paix

Journal trimestriel édité par l'association Initiatives Citoyenneté Défense - Juillet 2016 - N°33

ÉDITO Merci de rester optimiste

En 2011, le «Printemps Arabe» faisait naître de grands espoirs dans tout le Moyen-Orient. Depuis l'Europe, on voyait des peuples se dresser pour prendre leur destin en main en espérant qu'ils puissent établir chez eux des démocraties qui nous ressemblent. Cinq ans après, seule la Tunisie tire profit de son «printemps». Ailleurs, ce n'est que guerre et chaos dans lesquels l'extrémisme islamiste se complaît pour s'étendre.

Parmi les pays concernés, nous en avons choisi un, dont les grands médias parlent très peu, et dont nous vous proposons un dossier pour éclairer sa situation : le Yémen. Ce pays très pauvre est plongé dans une guerre civile sanglante, et en examinant la situation de plus près, on s'aperçoit que la France n'est pas totalement innocente. La politique extérieure de la France est-elle à mettre en cause uniquement au Yémen ? Hélas non, si on en croit la teneur du compte rendu (ci-contre) du débat organisé par ICD. La France qui, comme l'Europe et l'Occident en général, ne proteste pas beaucoup contre la politique du pouvoir Turc à l'égard de ses opposants ou des Kurdes (voir article en page 4). Le monde occidental, via l'OTAN, est trop occupé à gérer sa peur de la Russie, comme du temps de la guerre froide, et conduit le monde dans une escalade inquiétante. Face à cette situation, ICD justifie plus que jamais son existence et la nécessité d'appeler à de grands débats engageant les citoyens. Citoyens parmi lesquels les militaires qui, comme le rappelle le Général (cr) Vincent Desportes en page 6, ont aussi des choses à dire, et que l'on devrait davantage écouter du fait de leur expertise et de leur loyauté à la France (ils n'ont pas de réélection à assurer, eux). Si on tient compte des situations brésilienne (évoquée page 7) et israélienne (page 8), on obtient un tableau mondial de la géopolitique plutôt anxigène.

Si nous attendons nos élus pour décider de positions qui favorisent la Paix plutôt que l'escalade, il y a de quoi être pessimistes. Si le citoyen Français s'empare de ces questions et impose à nos hommes politiques une ligne cohérente, non pas basée seulement sur les intérêts économiques et stratégiques de la France, mais sur une politique permettant l'émancipation et la souveraineté des peuples partout dans le monde, alors nous aurions de quoi regagner en optimisme.

■ Claude Romanet

L'arme et la Paix - Publication trimestrielle - n°ISSN : 1767-7173
Directeur de la publication : Marc Dorel - Rédacteur en Chef :
Claude Romanet - Rédacteurs : Denis Anselmet, Claude Romanet.
association.icd@online.fr

Débat public : « Que doit changer la France dans sa politique extérieure ? »

Au terme de son assemblée générale annuelle du 30 janvier dernier, l'association Initiatives Citoyenneté Défense (ICD) a organisé un débat public sur le thème « Après les attentats, que doit changer la France dans sa politique extérieure ? ». Après les dramatiques attentats de novembre et le bilan catastrophique de sa politique extérieure, la France s'interrogeait alors sur la politique menée en son nom depuis des années : la Libye détruite et livrée au chaos ; des milliers de femmes et d'hommes - qu'on était officiellement venu "secourir" - se noyant chaque année en Méditerranée ; toute l'Afrique subsaharienne livrée au terrorisme...

Après avoir attisé le conflit syrien et s'être même félicité du « *bon boulot* » réalisé par la branche syrienne d'Al Qaeda (déclarations à la presse de Mr Fabius), le bilan de cette politique apparaissait dans sa terrible réalité : près de 270 000 morts, un pays détruit, des dizaines de milliers de réfugiés errant sur les routes, dérivant sur des esquifs ou s'entassant dans des camps de réfugiés. Et de sanglants attentats, atteignant désormais la France...

Ces brillantes "opérations extérieures" de la France (OPEX) ont aussi un coût pour le contribuable français : 100 000 Euros par heure. Alors que l'état d'urgence venait d'être prolongé, des citoyens ont donc posé avec responsabilité la question : que doit-on changer dans la politique extérieure de la France ? Débat passionnant qui a mis en lumière les dangereux alignements "extérieurs" de la France - extérieurs à l'intérêt national comme au droit international - mais aussi le lien avec les ravages de politiques intérieures qui apportent un dangereux terreau aux extrémismes. Les dérives "mercantiles" des ventes d'armes de la France ont également été pointées ; records de ventes aux dictatures et principaux soutiens régionaux à Daesh, ministre de la Défense dans un rôle de représentant de commerce amoral...

Jamais le business des armes n'a été aussi florissant - et nauséabond - que depuis qu'on a livré cette industrie au privé. Jamais l'exécutif n'a engagé autant "d'opérations extérieures" douteuses, que depuis le retour de l'armée de métier et de la "privatisation" de la guerre. Il est donc utile que les citoyens s'emparent de ces questions. Il y a cent ans, Jaurès écrivait que « *l'organisation de la défense nationale et l'organisation de la paix internationale sont solidaires* ». Cela reste bien l'affaire de tou(te)s.

Une tragédie passée sous silence

par Denis Anselmet

Au Yémen, il n'y a pas de pétrole, mais il y a des hommes, des femmes et des enfants victimes d'une guerre menée par l'Arabie Saoudite et armée par la France, entre autres, pendant que l'État Islamique profite du chaos.

Le 26 mars 2015, l'Arabie saoudite intervenait au Yémen à la tête d'une coalition de plusieurs États, dans le cadre d'une opération aérienne appelée "Tempête décisive". L'objectif était le rétablissement rapide du président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi.

Un bilan militaire peu glorieux

Le bilan militaire de cette intervention saoudienne s'avéra très vite peu glorieux. L'objectif de détruire par les airs l'armement lourd des rebelles houthistes ne fut pas atteint. Les rebelles réussirent au contraire à tirer plusieurs missiles Scud jusqu'au territoire saoudien. Aucun soldat de la coalition dirigée par les Saoudiens ne put poser le pied à Aden, et la perspective d'une intervention terrestre fut vite abandonnée devant le refus des Égyptiens et des Pakistanais d'y participer.

Un terrible bilan humain

Après trois mois de bombardements aériens, on dénombrait déjà plus de 2000 morts et 10.000 blessés, la plupart civils. 80% de la population se trouva plongée en situation d'urgence alimentaire... A ce jour - selon l'ONU - le conflit au Yémen a fait près de 6300 morts, dont plus de la moitié de civils avec 3218 victimes. Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme s'est récemment indigné : « Il semblerait que la coalition est

responsable de deux fois plus de victimes civiles que toutes les autres forces réunies ». « Ils ont frappé des marchés, des hôpitaux, des cliniques, des écoles, des usines, des réceptions de mariage - et des centaines de résidences privées dans des villages, des villes, y compris dans la capitale Sanaa. Malgré de nombreuses démarches internationales,

Repères

Le Yémen possède une superficie comparable à l'Espagne (528 000 km²) et 26 millions d'habitants. Le Nord est soumis à l'Empire Ottoman jusqu'en 1918. Après l'abolition de la monarchie en 1962, le Yémen du Nord est en guerre civile jusqu'en 1970. Le sud est dominé par l'Angleterre ; il est gouverné par l'Inde britannique jusqu'en 1937. Après le départ des troupes britanniques, la République populaire du Yémen du Sud, devient un nouvel état indépendant en 1967. La branche pro-soviétique du Front de libération nationale prend le pouvoir et nomme le pays « République démocratique populaire du Yémen » en 1970. Un plan de réunification est proposé dès 1972, mais celle-ci aura lieu en 1990, date à laquelle la République du Yémen est proclamée. C'est un des pays les plus pauvres de la région. Mais les tensions subsistent entre le Nord et le Sud et conduisent à une première guerre civile en 1994. En 1999, le président de la République est élu. Ali Abdallah Saleh est l'ancien président du Nord, déjà au pouvoir depuis la réunification. Le Nord est majoritaire dans les institutions et certains trouvent que le Sud est injustement traité. Un mouvement indépendantiste du sud voit le jour en 2007. Le « printemps yéménite » fait long feu en 2011, n'obtenant pas le succès Tunisien. La Révolution contraint toutefois le Président à quitter le pouvoir et Abd Rabbuh Masur Hadi, son vice-président, prend le pouvoir en 2012. Cependant, il ne parvient pas à rétablir un dialogue national et doit démissionner début 2015, poussé par le mouvement chiite houthiste venu de l'extrême Nord du pays. Il rejoint Aden, ancienne capitale du Sud. Les Houthis, qui contrôlent Sanaa, la capitale, au Nord, alliés à l'ancien président Ali Abdallah Saleh, s'opposent alors aux forces loyales du gouvernement d'Abd Rabbuh Masur Hadi, basé à Aden, Alors que les Houthis prennent le dessus, l'Arabie Saoudite intervient avec l'appui des États-Unis pour soutenir le pouvoir en place. C'est alors que Al-Qaïda et l'État Islamique s'en mêlent avec des attentats meurtriers.



Une rue de Sanaa, la Capitale, après un raid de l'aviation Saoudite, début janvier 2016. (photo ONU)

ces terribles incidents continuent de se produire avec une régularité inacceptable ». Dans le silence des grands médias.

De juteux contrats d'armements...

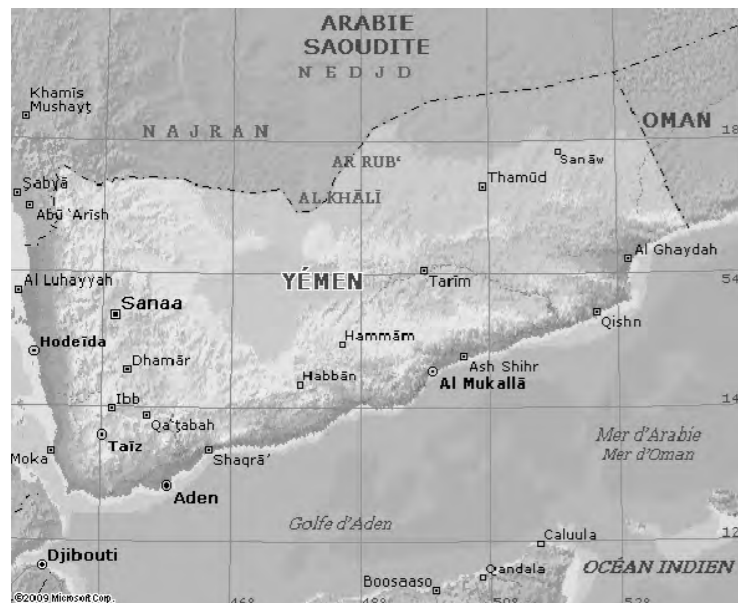
C'est que cette terrible situation alimente de juteux contrats d'armements, au profit de groupes privés occidentaux. Et la France se trouve hélas aux toutes premières loges de cette fourniture macabre. Elle a ces cinq dernières années délivré plus de 1300 autorisations d'exportations de matériels de guerre à l'Arabie saoudite, représentant plus de 5 milliards d'Euros, et en a déjà livré pour plus de 2,5 milliards d'Euros. La France équipe ainsi l'ensemble des forces armées saoudiennes (terre, air, mer et garde nationale) en électronique de défense, en systèmes de missiles et de défense anti-aérienne, en artillerie, en blindés, en frégates et bâtiments de combat de premier rang, en hélicoptères et avions de ravitaillement en vol, en fusils automatiques, etc...

... pour une stratégie dangereuse

D'un point de vue politique, la volonté saoudienne de se poser en leader du monde arabe sunnite en démontrant sa force au Yémen est en échec. A contrario, Al-Qaïda et Daesh sont parvenues à s'implanter sur le territoire yéménite. Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) a profité du chaos politique et de l'effondrement du pouvoir central pour contrôler le port de Moukalla et une partie du sud-est du Yémen. Daesh n'est pas en reste avec de nombreux attentats meurtriers dans le pays et notamment la capitale, Sanaa.

De faibles avancées diplomatiques

Les consultations de paix pour le Yémen organisées à Genève n'ont abouti à aucun résultat, sans qu'aucune nouvelle date ne soit fixée. Le gouvernement dirigé par Abd Rabbo Mansour Hadi, en exil en Arabie saoudite, exige le



retrait pur et simple des milices houthistes de toutes les zones qu'elles ont conquises depuis septembre 2014, déclarant même que l'influence de l'Iran au Yémen était « plus dangereuse que celle d'Al-Qaïda ». Les observateurs sérieux s'accordent pourtant à souligner que l'influence de l'Iran au Yémen est très largement surestimée par l'Arabie saoudite et ses alliés, et vise à justifier une escalade sans cesse plus dramatique pour les civils. L'Arabie saoudite tente ainsi, par tous les moyens, de se replacer au centre du jeu régional et de se poser en leader face à ce qu'elle appelle "l'expansionnisme iranien". Alors que l'Iran pourrait être vu comme un facteur de stabilité et un allié dans une vraie lutte contre les terroristes de Daesh et d'Al-Qaïda... Du déjà vu en Syrie ? ■

Qui a entendu parler de Khamis ?

Khamis, petite ville meurtrie de la région de Mastaba au Yémen, constitue un exemple de la guerre menée par l'Arabie saoudite et ses alliés au Yémen, et du silence des médias sur ses exactions. En mars dernier, cent dix-neuf civils y étaient tués dans le bombardement d'un marché par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite. 22 enfants figuraient parmi les victimes (chiffres de l'UNICEF).

Six ONG lançaient alors un appel pour que le droit humanitaire soit respecté au Yémen, pour une véritable « implication diplomatique internationale » et pour que soit mis fin au silence sur ce conflit...

Le soutien militaire des USA et de la France à l'Arabie saoudite n'a pas faibli depuis. Des records de vente d'armes par la France à l'Arabie saoudite ont même été battus. Et le silence de nos médias n'a pas cessé.

AMBITIONS... ET DÉMOCRATIE TURQUES EN BERNE

Malgré son (peu discret) soutien logistique à Daesh, le pouvoir turc vient de collectionner les échecs dans sa politique militaire en Syrie, conduite sous le parapluie de l'OTAN. Reflux de ses alliés islamistes, consolidation des territoires kurdes au Sud de sa frontière, écrasement de ses alliés Turkmènes en Syrie, conquête par le PYD kurde de l'aéroport militaire de Mennagh (à seulement 10 km de la frontière turque). Au plan humanitaire, le pouvoir turc se trouve à devoir gérer l'afflux de plusieurs millions de réfugiés. Et au plan diplomatique, le PYD a acquis une représentation diplomatique quasi-permanente à Moscou tandis que Washington lui dépêche des envoyés spéciaux à Kobané (même si le PYD figure toujours sur la liste US des organisations terroristes). En peu de temps, le régime turc de Monsieur Erdogan a réussi à se mettre à dos la Russie, la Syrie, l'Irak et l'Iran (avec lequel les relations commerciales étaient pourtant prometteuses), et a même réussi à vexer son protecteur US en convoquant son ambassadeur pour un "recadrage". Après s'être longtemps opposé aux agissements d'Israël, le pouvoir

de Monsieur Erdogan en est réduit à de périlleux rapprochements avec le gouvernement de Netanyahu.

Deuxième contingent de l'OTAN avec près de 600 000 hommes, objet des yeux doux de l'Union européenne qui lui octroie 6 milliards d'Euros pour retenir le flux des réfugiés syriens, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan mène du coup une terrible répression intérieure, avec la bienveillance de ses alliés. C'est désormais une véritable guerre qui est menée contre la population kurde de Turquie, avec son lot croissant d'exactions et de crimes. Les universitaires et les journalistes opposants sont poursuivis ; leurs journaux fermés. Il restait des députés récalcitrants (du parti HDP notamment) : leur immunité parlementaire vient d'être levée, ouvrant la voie à leur inculpation pour des motifs de "sûreté" nationale qui ne manqueront pas de venir.

Les démocrates turcs, plus que jamais, ont besoin d'une véritable solidarité internationale. ■

Le Président Turc Recep Tayyip Erdogan restreint peu à peu les libertés en Turquie et réprime le peuple Kurde sans être inquiété par la communauté internationale.



DANGEREUSES ESCALADES MILITAIRES À L'EST ?



En violation de l'accord OTAN-Russie qui avait été signé à Paris en 1997 et qui interdisait de faire stationner des « forces combattantes substantielles » en Europe de l'Est, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a annoncé dans le Figaro du 2 avril dernier que l'Alliance allait déployer quatre bataillons ou plus (soit 4 000 hommes au moins) dans les pays baltes et en Pologne. Ces troupes supplémentaires viendront s'ajouter à la « force de réaction rapide » déjà mise en place par l'OTAN. Les motifs invoqués sont toujours la « menace russe » et la crise ukrainienne – pourtant fortement alimentée par l'OTAN. Cette annonce a été suivie en mai par le déploiement de nouveaux missiles US SM-2 sur la base roumaine de Deveselu, récemment construite pour la bagatelle de 800 millions de dollars. Puis ce sera au tour de la base de Redzikowo, au nord de la Pologne, de recevoir le même type de missiles SM-2 menaçant directement Moscou.

Selon de nombreux analystes, Washington serait à la recherche d'une montée des tensions – voire d'une confrontation militaire "limitée" – avec la Russie, actuellement affaiblie par la chute des cours du pétrole et par les sanctions économiques. Le but clairement affiché par certains think tank US inspirant Hillary Clinton (moins Donald Trump, davantage isolationniste avec son « America first ») est d'affaiblir Vladimir Poutine au plan intérieur, de stopper la montée en puissance de la Russie au plan international, et

d'empêcher durablement toute alliance euro-russe. Toutefois, on prend toujours peur face au concept savant des "interventions limitées" au vu de leurs conséquences en Irak, dans les Balkans, en Libye ou en Syrie... Les confrontations militaires "limitées" contre la Russie – que ce soit en Georgie, en Ukraine ou en Syrie – ayant pour l'instant peu tourné à l'avantage de l'OTAN, on peut également s'interroger.

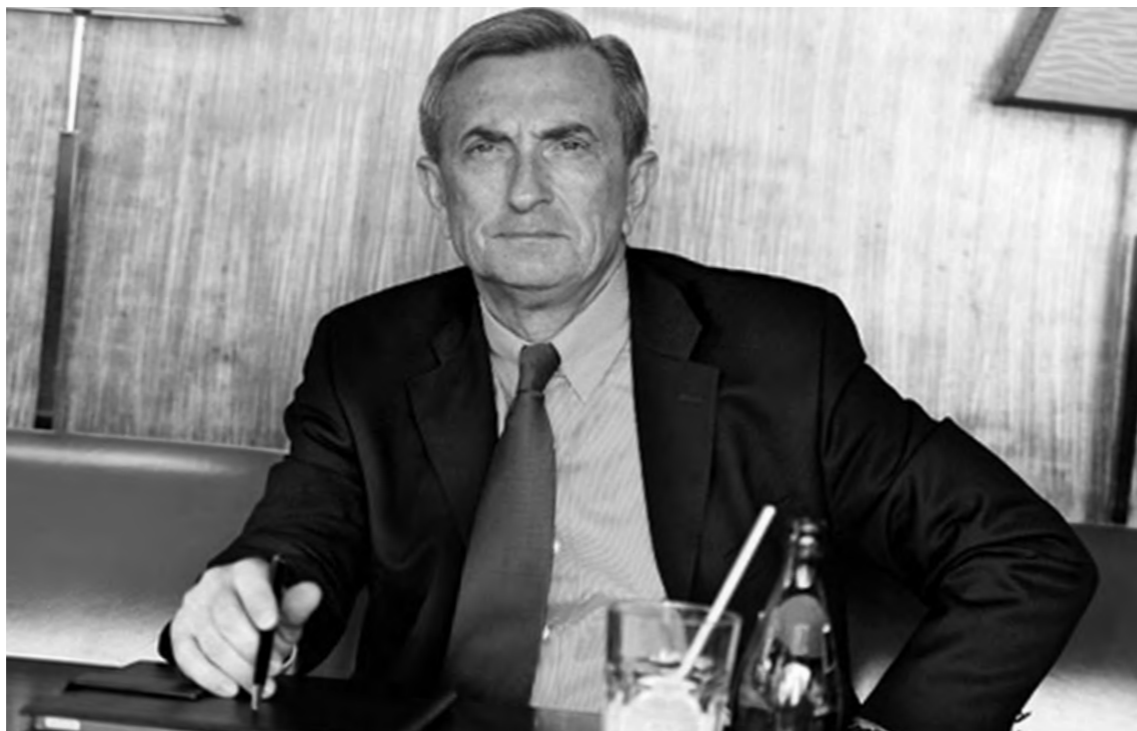
Evidemment la réaction Russe ne s'est pas fait attendre. Dans une interview au quotidien suédois Dagens Nyheter, le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré : « L'envoi de systèmes balistiques et de soldats à proximité des frontières russes constitue une violation flagrante de l'accord conclu en 1997 entre la Russie et l'OTAN ». Et son homologue ministre de la défense a annoncé dans la foulée : « Avant la fin de l'année, deux nouvelles divisions seront formées dans la région militaire occidentale et une autre dans la région militaire méridionale ».

Une dangereuse relance de la stratégie de la tension et de la course au surarmement est-elle en cours ? En ce qui concerne la France, elle devrait participer comme membre de l'OTAN au financement des 3,4 milliards de dollars que Washington veut affecter en 2017 à cette escalade militaire. Dans le plus grand silence radio... ■

REPÈRES Grande Mulette

Quelques rappels et questionnements utiles

À la suite des propos de Monsieur Juppé, qui avait déclaré devant les étudiants de Sciences-Po à Bordeaux : « *Un militaire, c'est comme un ministre : ça ferme sa gueule ou ça s'en va* », le Général (cr) Vincent Desportes (en photo ci-contre) a publiquement procédé à quelques rappels dans une tribune publiée par le Monde. Rappels utiles qui battent en brèche bien des idées simplistes, notamment sur la place du militaire dans une nation démocratique, mais qui ouvrent également à des questionnements sur le fondement des légitimités politique et militaire. En voici quelques extraits :



« *Les militaires n'ont pas "à la fermer" comme un ministre. La première loyauté d'un ministre au service d'une politique fluctuante, souvent politicienne, est envers son président. La première loyauté d'un militaire au service permanent de la Nation, de ses intérêts et de ses valeurs, est envers la France. Structuré par l'éthique de conviction, il doit prendre la parole pour lui rester fidèle, plutôt que de la renier.* » (...) « *Son devoir est de penser la défense pour l'immédiat et pour le temps long, au-delà des horizons politiques.* » (...) « *L'expression des militaires sur les problèmes organiques, sécuritaires et stratégiques est nécessaire : les restrictions dont elle souffre desservent la France. L'Histoire regorge d'évidences. Après la victoire d'Iéna, c'est par la liberté donnée aux officiers d'apporter des idées nouvelles que la Prusse trouve les principes qui feront de l'armée prussienne puis allemande cet outil redoutable dont la France souffrira à l'été 1870, en août 1914 et au printemps 1940. L'esprit du « Je rayerai du tableau d'avancement tout officier dont je verrai le nom sur une couverture de livre » de Mac-Mahon a fondé la défaite de 1870. La même attitude du général Gamelin de 1935 à 1940 mènera au nouveau Sedan.* » (...) « *Cette nécessité de l'expression est consubstantielle de la nature dialectique de la stratégie. Comme l'écrit le général Beaufre, celle-ci "est un processus d'innovation permanente". Celui qui ne pense plus est condamné à la défaite.* » (...) « *Trop peu d'officiers jouent leur rôle de "stratège pour la France". Peu s'expriment sur le fond dans les médias. On ne les entend pas sur les problématiques stratégiques, les dérives de l'institution militaire, la dégradation des forces. S'ils se permettent un com-*

mentaire à l'encontre de la ligne de l'Élysée, la sanction est immédiate. » (...) « *... Le politique se trompe en voulant limiter la pensée du militaire. Son devoir est au contraire de tout mettre en œuvre pour favoriser l'esprit critique dans les armées. Les Français doivent l'exiger, tant ils ont payé son absence très cher : la négation des dimensions politique et stratégique du soldat, son cantonnement toujours plus étroit dans ce que l'on baptise à tort son « cœur de métier », le déni de son devoir d'expression constituent une menace directe pour la sécurité de nos concitoyens.* » ...

Cette contribution du Général (cr) Desportes, qui pointe opportunément le danger d'une atrophie de la pensée militaire, ouvre toutefois à d'autres questionnements. Car si la première des loyautés d'un militaire n'est pas envers le politique, mais envers « la France », à quelle France se réfère-t-on du coup? A une France dont l'Armée serait quelque part la dépositaire? Il pourrait aussi y avoir danger de ce côté-là, hors du champ démocratique dont le « politique » est malgré tout l'expression (même déformée)... Est-ce la loyauté au politique qui est dès lors le nœud du problème, dans nos institutions de la cinquième république, ou bien le pouvoir donné à l'exécutif d'aller durablement contre la volonté populaire? Question d'actualité s'il en est, au moment des conflits sur la loi « travail », et qui est au cœur d'un débat toujours nécessaire, que les propos du Général (cr) Desportes viennent opportunément éclairer en tous cas.

■ Denis Anselmet

POINT DE VUE Brésil

Amérique du Sud et BRICS ; une contre-offensive savamment orchestrée ?

Le coup d'état institutionnel ayant conduit à l'éviction pour 180 jours de la présidente brésilienne Dilma Rousseff pourrait paraître incompréhensible quand on sait que son bénéficiaire, Michel Temer, est l'un des principaux soupçonnés de corruption et de détournements de fonds dans le scandale de Petrobras. Or le 13 mai dernier, Wikileaks mettait en ligne des documents révélant que depuis 2006 Michel Temer « *informait l'ambassade des États-Unis au Brésil* » et communiquait à cette ambassade des contenus classés comme « *sensibles* » et « *pour usage officiel seulement* »... Placer cet homme à la tête du Brésil constitue un succès indéniable de la contre-offensive US en Amérique du Sud, mais aussi face aux BRICS (nouveaux pays émergents : Brésil, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Dès 2013, Washington a pu mettre en œuvre la nouvelle phase de son plan en Amérique latine, après la disparition du président vénézuélien Hugo Chavez. Leur principal rival "écarté du chemin", il s'est dès lors agi de semer la division et l'instabilité dans les pays gouvernés par des majorités de gauche (Argentine, Bolivie, Brésil, Équateur, Venezuela) et à saper les différents blocs économiques « *alternatifs* » : UNASUR (Union des nations sud américaines), CELAC (Communauté des États sud-américains et des Caraïbes), etc.

Après l'éviction de Dilma Rousseff, Michel Temer a donc aussitôt promis de restaurer la « *confiance des marchés financiers* » et des USA, de privatiser les sociétés contrôlées par l'Etat, etc. Mais derrière le Brésil, c'est aussi la Chine qui est touchée en tant que premier importateur de produits agricoles brésiliens (café, soja, sucre, viande de boeuf) et de matières premières (pétrole, minerai de fer). Les échanges commerciaux entre les deux pays avaient bondi de 3 à 83 milliards de dollars entre 2001 et 2013. Le chaos brésilien affaiblit donc indirectement la Chine. En Inde, un nouveau pouvoir plus fidèle à Washington est en place. La Russie se trouve momentanément affaiblie par la baisse du cours du pétrole et les sanctions économiques (même si leur impact est moindre que ce que l'on en dit), et l'Afrique du Sud connaît une crise financière sévère avec l'effondrement de sa monnaie et la valse de ses ministres des Finances.

Il faudra donc suivre avec intérêt le prochain sommet des BRICS, en octobre prochain en Inde. Comment ce pôle alternatif à l'hégémonie US va-t-il pouvoir continuer sa route ?

Michel Temer, nouvel homme fort du Brésil. Grâce à qui ?



ISRAËL : PEUT-ON ENCORE FAIRE PIRE ?

Violation permanente des droits de l'homme, crimes de guerre, mépris des résolutions de l'ONU et des condamnations de la communauté internationale ; on pouvait penser que le pire était atteint du côté des gouvernements israéliens.

L'actualité récente nous rappelle tristement que l'on peut faire toujours pire. Le ministre de la défense israélien, Moshe Yaalon, a en effet présenté le 20 mai dernier sa démission à Benjamin Nétanyahou, en déclarant que l'heure était très grave pour Israël : « *A ma grande tristesse, des éléments dangereux et extrémistes ont pris le contrôle d'Israël et du Likoud, ils déstabilisent notre maison et menacent ses habitants* ». Ces déclarations d'un ministre de droite, membre influent du Likoud, donnent une triste idée de ce qui se profile en Israël, avec l'entrée de l'extrême droite au gouvernement.

Moshe Yaalon était reconnu comme une "boussole morale" de l'armée et déclarait encore le 15 mai dernier : « *J'ai combattu de toutes mes forces les manifestations d'extrémisme, de violence et de racisme dans la société israélienne, qui menacent sa solidité et qui s'infiltrèrent dans les forces armées, lui portant déjà atteinte* ». Ancien chef d'état major respecté, Moshe Yaalon s'était en effet prononcé contre certaines exactions de l'armée d'occupation israélienne.

C'est l'extrême droite qui prend directement le contrôle du ministère de la défense israélien, avec Avigdor Liberman. Et - une mauvaise nouvelle n'arrivant jamais seule - c'est Yehuda Glick qui remplacera Moshe Yaalon à son poste de député à la Knesset. Cet activiste exige, lui, la construction d'un nouveau temple juif sur l'esplanade des Mosquées... Le soutien qu'accordaient juste à ce moment Messieurs Valls et Ayrault au pouvoir israélien, en dit long sur l'intelligence de la diplomatie française.



Soldats Israéliens en opération de maintien de l'ordre. Et si le désordre était avant tout dans le pouvoir ?

France-Syrie : Un bien triste bilan

Le bilan de la politique française conduite en Syrie par Laurent Fabius parle de soi. Son objectif était d'affaiblir et de démettre le dictateur Bachar el Assad ; il est aujourd'hui renforcé. On devait soutenir et promouvoir une opposition démocratique en Syrie ; elle se trouve maintenant marginalisée. On disait venir en aide au peuple syrien ; un Syrien sur deux a dû fuir sa maison, le pays est ravagé et on approche des 300 000 morts. Le jusqu'au boutisme qui a consisté à pousser les feux du brasier a dû enfin s'arrêter, lorsque l'horreur a touché notre pays. Avant d'être remercié, Laurent Fabius a salué une dernière fois le « bon travail » effectué sur le terrain par la branche syrienne d'Al Qaeda. Propos qui pourraient illustrer à eux seuls les douteuses alliances d'une politique française discréditée pour longtemps dans cette région.

Avec un tel bilan, un salarié lambda est viré. Mais Laurent Fabius trône désormais à la présidence du Conseil constitutionnel.

SOUTENEZ Initiatives Citoyenneté Défense, abonnez-vous à «L'arme et la Paix»

Nom : Prénom :
Rue :
Code postal : Commune :
e-mail : Tél. :

- Je souhaite être tenu informé(e) des initiatives de l'association ICD :
par courrier par courriel

- Je deviens membre de l'association ICD : (ci-joint cotisation annuelle de 15 €, par chèque à l'ordre d'ICD, donnant droit à l'envoi gratuit de la publication trimestrielle)

(retourner à : Association ICD, MJC de Fontaine, 39 avenue du Vercors, 38600 Fontaine)

Pour nous joindre : associcd@gmail.com - site internet : <http://www.icd-citoyennetedefense.fr>